

Islamisme contre L'École de la République

Un professeur a été décapité pour avoir accompli sa mission d'enseigner la liberté de pensée.

Depuis les années quatre-vingt-dix du siècle dernier, l'islamisme, forme politique extrémiste d'une croyance religieuse, ronge l'École de la République et la société française. Lionel JOSPIN, alors ministre de l'Éducation nationale, confrontée au port du foulard dans les établissements scolaires publics se défause de la question en laissant les chefs d'établissement maîtres de la décision... Depuis, de gauche ou de droite, les gouvernants ont laissé les établissements se démerder seuls avec les signes religieux ostentatoires. Dans la semaine qui a suivi le cours incriminé (5 octobre) et les suites judiciaires qu'il entraînait, dans la salle de profs on discutait sur le bien fondé ou non de montrer, pour les expliquer, des caricatures dans le cadre du cours sur la liberté de pensée inscrite au programme !

Il y a quatre, voire cinq générations de migrants venus des pays d'Islam, soit des millions de citoyens français qui pratiquent de près ou de loin cette religion. Certains sont ouvriers, employés, commerçants, techniciens, profs, avocats, médecins, ou artistes, élus, syndicalistes, sportifs, poètes... Quelques-uns, une vingtaine de milliers, se sont laissé séduire par l'islamisme, la forme la plus récente du nazisme, antirépublicain et raciste.

Quand, dans ces mêmes années quatre-vingt-dix, AUTREMENT montait à la tribune de la FSU — l'avant-garde de la gauche syndicale ! — pour réclamer le respect de l'École de la République et de ses enseignants, il essuyait les sarcasmes, voire les quolibets de la majorité des assistants.

La devise de la République, Liberté Égalité Fraternité, est sous-tendue par la Laïcité ce qui signifie l'Esprit même des Lumières : qu'aucun intérêt privé, religieux, philosophique, politique, économique n'interfère avec la sphère publique, celle de l'intérêt général qui concerne la communauté nationale unie et solidaire.

Le laxisme à répétitions, celui qui fait fi de la Laïcité comme fondement de la République universelle, laisse la place béante au terrorisme qui endeuille pour toujours la vie des familles de victimes et se complaît dans la désespérance prélude au démantèlement de la Nation.